



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/115 du 27 septembre 2022
imposant des prescriptions complémentaires à la
SOCIÉTÉ MONTERELAISE D'ASSAINISSEMENT BUFFETEAU (SMAB)
pour les installations exploitées Chemin des Processions à CANNES-ECLUSE (77130)**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, particulièrement ses articles L. 515-28 à L. 515-31 et R. 515-58 à R. 515-84 ;

Vu la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets ;

Vu le décret du Président de la République en date 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu l'arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté n°22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD IC 015 du 08 janvier 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la Société Montérelaise d'Assainissement Buffeteau (SMAB) visant à autoriser la poursuite du centre de transit, de regroupement et de pré-traitement de déchets industriels implanté sur le territoire des communes de Cannes-Ecluse (77130) et Montereau-Fault-Yonne (77870) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011/DRIEE/UT77/180 du 19 décembre 2011 imposant à la Société Montérelaise d'Assainissement Buffeteau (SMAB) des prescriptions complémentaires pour l'exploitation du centre de transit, regroupement et traitement de déchets implanté sur les communes de Cannes-Ecluse (77130) et Montereau-Fault-Yonne (77870) ;

Vu le dossier de demande de réexamen des émissions industrielles déposé le 05 août 2019 par la société SMAB ;

Vu le courrier E/22-0487 de demande de complément en date du 7 mars 2022 ;

Vu le courrier de la SMAB, en date du 14 mars 2022, en réponse à la demande de compléments ;

Vu le rapport E/22-1340 du 08 juillet 2022 de l'inspection des installations classées porté à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le courrier préfectoral E/-22-1370 du 13 juillet 2022 de transmission à la SMAB d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire et l'invitant à formuler ses observations sur ce projet sous un délai de 15 jours ;

Vu l'absence d'observations de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire précité ;

Considérant qu'au regard des prescriptions de l'arrêté du 17 décembre 2019 susvisé, et du rapport de réexamen IED, il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD IC 015 du 08 janvier 2010 susvisé au regard de :

- la surveillance semestrielle des PFOA et PFOS,
- l'actualisation de la liste des activités du site en intégrant les rubriques 3000 et précisant la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation,
- la surveillance périodique des sols ;

Considérant que le dossier déposé par la SMAB prend en compte les meilleures techniques disponibles ;

Considérant que les éléments du dossier de réexamen déposé par la SMAB justifient la conformité de l'installation aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF WT ;

Considérant qu'il convient d'actualiser les prescriptions relatives aux valeurs limites d'émissions gazeuses et aqueuses prévues dans l'arrêté d'autorisation n° 10 DAIDD IC 015 du 08 janvier 2010 ;

Considérant que le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté à compter du 17 août 2022.

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 10 DAIDD IC 015 du 08 janvier 2010 reste applicable sauf si ces prescriptions sont contraires ou modifiées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2011/DRIEE/UT77/180 susvisé est abrogé.

L'article 1-2 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 015 du 08 janvier 2010 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Intitulé de la rubrique de la nomenclature	Activités concernées – Capacités	Numéro de la nomenclature	A ou D ou NC
<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1 supérieure ou égale à 1 tonne</p>	<p>Regroupement (aérosols, piles, batteries, néons, lampes, phytosanitaires, déchets dangereux pour l'environnement), décantation sans modification des propriétés physico-chimiques et stockage provisoire de déchets</p> <p><u>Quantité annuelle maximale reçue</u> : 1 500 tonnes/an</p> <p><u>Quantité journalière maximale reçue</u> : 15 tonnes/jour</p> <p><u>Capacité maximale instantanée de stockage</u> : 300 tonnes pouvant notamment comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - substances et préparations solides très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 200 kg, - substances et préparations liquide très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 200 kg, - des composants, appareils et matériels imprégnés de polychlorobiphényles, polychloroterphényles : au maximum 5 m³, - dangereux pour l'environnement, très toxique pour les organismes aquatiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 10 tonnes, - sous forme d'aérosols et de bouteilles de gaz : moins de 6 tonnes, - comburants (fabrication, emploi ou stockage de substances et préparation) : moins de 2 tonnes. 	2718-1	A
<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</p>	300 tonnes	3550	A

Intitulé de la rubrique de la nomenclature	Activités concernées – Capacités	Numéro de la nomenclature	A ou D ou NC
<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.</p> <p>1 les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement :</p> <p>b) la quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils « AS » et supérieure ou égale aux seuils « A » des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations</p>	<p>Traitement de déchets dangereux comprenant le broyage de pots de peintures, le compactage de fûts métalliques souillés, la neutralisation, séparation de phases, précipitation, décantation avec modification des propriétés physico-chimiques, le tri des produits chimiques de laboratoire</p> <p><u>Quantité annuelle maximale reçue</u> : 15 500 tonnes/an</p> <p><u>Quantité journalière maximale reçue</u> : 53 tonnes/jour</p> <p><u>Capacité maximale instantanée de stockage</u> : 700 tonnes comprenant notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets dangereux pour l'environnement, toxique pour les organismes aquatiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 123 tonnes, - des substances et préparations liquides toxiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 4 tonnes, - des substances et préparations solides toxiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 1 tonne, - des solvants : entreposés dans deux cuves enterrées de 30 m³, 3 cuves aériennes de 3 m³, 7,5 m³ et 7,5 m³, - des eaux et huiles hydrocarburées : d'un volume maximal de 200 m³ en 4 cuves aériennes, - des huiles de vidanges : d'un volume maximal de 3 m³ en cuve aérienne, - des fûts et containers divers : représentant un volume maximal de 222 m³, - des déchets liquides renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium (emploi ou stockage de lessive de soude ou potasse caustique) : au maximum 40 tonnes, - des déchets acides : acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, acide formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais moins de 70%, phosphorique, sulfurique à plus de 25%, oxyde d'azote, anhydride phosphorique, oxydes de soufre, préparation à base d'acide acétique et d'anhydride acétique (emploi ou stockage de) au maximum 40 tonnes. 	2790-1-b	A
<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.</p> <p>2 les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - des déchets dangereux pour l'environnement, toxique pour les organismes aquatiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 123 tonnes, - des substances et préparations liquides toxiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 4 tonnes, - des substances et préparations solides toxiques (emploi ou stockage de substances et préparation) : au maximum 1 tonne, - des solvants : entreposés dans deux cuves enterrées de 30 m³, 3 cuves aériennes de 3 m³, 7,5 m³ et 7,5 m³, - des eaux et huiles hydrocarburées : d'un volume maximal de 200 m³ en 4 cuves aériennes, - des huiles de vidanges : d'un volume maximal de 3 m³ en cuve aérienne, - des fûts et containers divers : représentant un volume maximal de 222 m³, - des déchets liquides renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium (emploi ou stockage de lessive de soude ou potasse caustique) : au maximum 40 tonnes, - des déchets acides : acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, acide formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais moins de 70%, phosphorique, sulfurique à plus de 25%, oxyde d'azote, anhydride phosphorique, oxydes de soufre, préparation à base d'acide acétique et d'anhydride acétique (emploi ou stockage de) au maximum 40 tonnes. 	2790-2	A
Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	50 tonnes / jour	3510	A

Intitulé de la rubrique de la nomenclature	Activités concernées – Capacités	Numéro de la nomenclature	A ou D ou NC
Stations-service : installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockages fixes dans des réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquide inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1) distribué étant : 2 supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³	Volume annuel équivalent distribué : 350 m ³	1435-3	DC
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 1 000 m ³	Stockage de bois, papiers, cartons : au maximum 200 m ³ , Stockage de caoutchouc, élastomères, polymères : au maximum 60 m ³ ,	2714-2	D
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 1 000 m ³	Stockage de déchets ménagers et assimilés (hors ordures ménagères) <u>Quantité annuelle maximale reçue : 7 500 m³/an, Quantité journalière maximale reçue : environ 30 m³/j,</u> Capacité maximale de stockage de déchets : 200 m ³	2716-2	DC
Installation de lavage de fûts, conteneurs et citerne de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 2. inférieure à 20 m ³ /j	Quantité d'eau mise en œuvre : 2 m ³	2795-2	DC
Stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés La capacité équivalente totale étant inférieure ou égale à 10 m ³	gasoil : 30 m ³ en cuve enterrée fioul domestique : 12 m ³ en cuve enterrée Capacité équivalente totale : 1,68 m ³	1432	NC
Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 200 m ³	Le volume maximal susceptible d'être entreposé : 180 m ³	2711-2	NC

Intitulé de la rubrique de la nomenclature	Activités concernées – Capacités	Numéro de la nomenclature	A ou D ou NC
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 La surface étant inférieure à 100 m ²	Surface maximale de stockage de déchets métalliques : 45 m ²	2713-2	NC
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie ou de tôlerie 1. réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : la surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m ²	Atelier mécanique de moins de 500 m ²	2930-1-b	NC
Installation de combustion A-Lorsque l'installation consomme exclusivement, seul ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, la puissance étant inférieure à 1 MW	Une chaufferie d'une puissance thermique maximale de 45 kW	2910-A-2	NC

A : autorisation, **D** : déclaration, **DC** : déclaration soumise à contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 du Code de l'environnement, **NC** : non classé

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative à l'élimination ou la valorisation des déchets dangereux, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF traitement des déchets.

Article 3 :

L'article 4.6.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD IC 015 du 08 janvier 2010 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« L'exploitant réalise une surveillance semestrielle des PFOA et PFOS dans les rejets »

Article 4 :

La surveillance de l'état des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés, selon les normes en vigueur, au minimum tous les 10 ans.

Un rapport contenant les résultats des relevés et des mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant l'obtention des résultats. Le rapport est commenté.

Article 5 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 7 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 8 : Notification et exécution

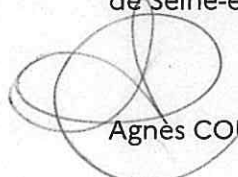
- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- la Sous-Préfète de Provins,
- le Maire de Montereau Fault Yonne,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 27 septembre 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur par intérim empêché,
La cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,


Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE pour publication sur le site internet des services de l'état),
- la Sous-préfecture de Provins,
- le Maire de Montereau Fault Yonne,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.